

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la politique de l'eau, le 31 octobre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "relatif à la conservation du patrimoine immobilier de la Région de Bruxelles-capitale", a donné le 25 novembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 31 oktober 1991 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie inzake het behoud "van onroerende erfgoed van het Brusselse Hoofdstedelijke gewest", heeft op 25 november 1991 het volgende advies gegeven :

Observation préalable.

Le Conseil d'Etat a déjà été saisi de l'ordonnance en projet, sur laquelle il a, le 26 juin 1991, donné l'avis L.20.589/9, dont il a été largement tenu compte.

Toutefois, des dispositions nouvelles ont été introduites dans le projet. C'est à l'examen de ces seules dispositions que le Conseil d'Etat consacre le présent avis.

Dispositif.

Article 3.

Paragraphe 2.

1. Au 1°, mieux vaut écrire :

"1° Le nombre des membres de la commission ne peut être inférieur à douze, ni supérieur à vingt-quatre".

2. Au 2°, a), b), c), d), les mots "un membre spécialisé" doivent être remplacés par les mots "un membre dont la compétence est notoire ...".

3. Les 3° et 4° seraient mieux rédigés comme suit :

"3° Les membres de la commission sont nommés par l'Exécutif pour un mandat renouvelable de quatre ans.

.../...

4° La commission est renouvelée tous les deux ans par moitié, la moitié des membres nommés la première fois l'étant pour un mandat de deux ans".

Paragraphe 3.

La règle énoncée dans le texte en projet, suivant laquelle

"A défaut d'unanimité, l'avis consiste en la reproduction de toutes les opinions exprimées, lors des travaux"

ne se concilie pas avec la notion d'avis conforme prévue par l'article 12, § 3, ou d'avis favorable, prévue par les articles 15, § 1er, et 28, § 1er.

Par ailleurs, la règle de l'unanimité qu'instaure le texte en projet est de nature à susciter des difficultés considérables dans les cas où une telle unanimité ne pourrait être obtenue, la procédure se trouvant alors bloquée.

Au demeurant, en matière d'avis, la règle de l'unanimité n'est pas conforme à l'usage.

Il serait, dès lors, préférable de prévoir que les avis sont donnés à la majorité, voire à une majorité qualifiée; en ce cas, le texte pourrait maintenir la règle suivant laquelle les opinions dissidentes sont mentionnées et communiquées.

Paragraphe 4.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Dans la version française à l'alinéa 1er du paragraphe 1er, on écrira : "ou sur la proposition ...".

2. L'alinéa 2 du paragraphe 1er qui ne concerne que l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (1) fait, en partie, double emploi avec l'alinéa 1er de l'article 5.

Si l'intention de l'auteur du projet est de fixer une procédure particulière en ce qui concerne la publication de l'inventaire, mieux vaudrait compléter le texte de l'alinéa 1er de l'article 5 comme il est proposé ci-après et d'omettre l'alinéa 2 du paragraphe 1er en projet.

Article 5.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

(1) Une telle disposition n'est pas prévue en ce qui concerne le registre des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés ou faisant l'objet d'une procédure de classement, visé au paragraphe 2 de la disposition en projet.

"Art. 5. L'Exécutif détermine la forme de l'inventaire et du registre, leurs mentions, la procédure de leur établissement et de leur mise à jour, ainsi que le mode de publication de l'inventaire".

2. L'alinéa 3 ne trouve pas sa place dans l'article 5. Pour une meilleure compréhension du texte, mieux vaut insérer la règle qu'il énonce à l'article 4, § 1er, alinéa 3, devenant l'alinéa 2.

Par ailleurs, le texte vise les "effets" de l'inscription d'un bien relevant du patrimoine immobilier à l'inventaire. Selon les explications du délégué de l'Exécutif, il s'agit des effets prévus à l'article 4, § 1er, alinéa 3, devenant l'alinéa 2. Pour éviter toute confusion, mieux vaut fusionner les deux dispositions et rédiger ledit article 4, § 1er, alinéa 2, de la manière suivante :

"Toute demande de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de certificat d'urbanisme se rapportant à un bien inscrit à l'inventaire est, dès la communication à la commune concernée de l'extrait visé à l'article 5, alinéa 2, soumise à l'avis ... (la suite comme au projet)".

Article 7.Paragraphe 2.

L'alinéa 2 en projet prévoit :

"La commission donne son avis dans les trente jours de la demande. Passé ce délai, l'avis est réputé défavorable".

L'effet ainsi donné au silence d'un organe consultatif est inhabituel, voire même à déconseiller, dans la mesure où l'avis réputé défavorable ne serait étayé d'aucune motivation.

La même observation vaut pour les articles 16, § 2, alinéa 2, et 28, § 2.

Paragraphe 3.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"Dans les trente jours de l'expédition de cette lettre, le propriétaire peut faire connaître à l'Exécutif, par pli recommandé à la poste, ses observations concernant le projet d'inscription de son bien sur la liste de sauvegarde".

Article 8.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaut écrire :
"... doit être motivé, en vue notamment de rencontrer les observations éventuelles ...".

Article 12.Paragraphe 1er.

Mieux vaut écrire :

"1° d'exécuter sur un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde les travaux suivants :".

Paragraphe 2.

Il est proposé d'écrire à la première phrase :

"§ 2. L'autorisation est périmée si, dans les deux ans de sa délivrance, le bénéficiaire n'a pas entamé, de manière significative, les travaux pour lesquels elle a été accordée".

Paragraphe 5.

1. A l'alinéa 4, mieux vaut écrire :

.../...

"Si, à l'expiration d'un nouveau délai de quarante-cinq jours à compter de l'expédition de l'envoi recommandé ...".

2. Le texte dudit alinéa est inspiré de l'article 55, § 2, alinéa 5, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Mieux vaudrait, comme dans ce texte, prévoir que le demandeur doit respecter les indications du dossier qu'il a déposé.

Il est donc proposé d'écrire in fine :

"... en se conformant aux indications du dossier qu'il a déposé, ainsi qu'à toutes autres dispositions législatives ou réglementaires applicables".

Paragraphe 7.

Le paragraphe 7 en projet reproduit l'article 5, § 2, du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française. Si, du point de vue de la compétence de la Région de Bruxelles-capitale, cette disposition, qui crée une tutelle spécifique, n'appelle pas d'observation, elle n'en paraît cependant pas moins incomplète. En effet, le texte en projet, comme le décret du 17 juillet 1987 précité, ne limite pas dans le temps l'effet de la suspension décidée par l'Exécutif, pas plus qu'il n'organise à l'égard de la décision suspendue, de tutelle d'annulation. Il en résulte

.../...

que la suspension, telle qu'elle est organisée par le projet, constitue un empêchement définitif à l'exécution d'un acte, en l'occurrence celui du bourgmestre qui ordonne la démolition partielle ou totale d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde. Par ailleurs, il est incohérent d'obliger l'Exécutif à suspendre l'exécution d'une décision qui, pendant le délai où il doit se prononcer, ne peut sortir ses effets.

Cette incohérence pourrait être levée si la tutelle de suspension était remplacée par une tutelle d'annulation; le texte suivant est proposé à cet effet :

"§ 7. Par dérogation aux articles 133 et 135 de la nouvelle loi communale ... à l'Exécutif. Cette décision devient exécutoire au terme d'un délai de dix jours suivant la réception de la lettre de notification, si, dans ce délai, l'Exécutif ne l'a pas annulée et n'a pas notifié cette annulation par lettre recommandée à la poste" (1).

Suivant le texte proposé, qui sur ce point est conforme à la disposition en projet, n'est visé que le pouvoir du bourgmestre d'ordonner la démolition partielle ou totale d'un immeuble menaçant ruine, prévu aux articles 133 et 135 de la nouvelle loi communale. Le Conseil d'Etat s'interroge, toutefois, sur le point de savoir s'il n'y a pas lieu d'adopter la même règle concernant les biens frappés d'inhabitabilité en vertu de la législation sur le logement.

(1) Le délai pour l'accomplissement de cette formalité peut paraître bref. Un délai plus long pourrait être prévu.

Article 15.

Pour harmoniser la terminologie, il faut écrire au paragraphe 1er, alinéa 1er : "avis conforme ...".

L'observation vaut également pour l'article 28.

Le texte suivant est, par ailleurs, proposé pour le paragraphe 1er :

"Art. 15. § 1er. L'Exécutif peut, sur avis conforme de la commission, radier de la liste de sauvegarde un bien relevant du patrimoine immobilier ou modifier les conditions particulières de conservation auxquelles ce bien est soumis.

L'Exécutif entame la procédure d'initiative ou à la demande :

- 1° de la commission;
- 2° du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le bien est situé;
- 3° de cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans au moins et domiciliées dans la région;
- 4° du propriétaire, lorsqu'au seul motif que son bien est inscrit sur la liste de sauvegarde ou est soumis à des conditions particulières de conservation, un permis d'urbanisme lui a été refusé ou lui a été délivré un certificat d'urbanisme négatif".

.../...

Le texte néerlandais des paragraphes 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Mieux vaut écrire :

"... à partir de la publication au Moniteur belge de la décision de l'Exécutif d'entamer cette procédure ou à partir de la notification de cette décision au propriétaire, jusqu'à l'issue de cette procédure".

Article 28.

Mieux vaut écrire :

"Art. 28. § 1er. S'il est établi que des circonstances nouvelles intervenues depuis la date de l'arrêté de classement ont eu pour effet de diminuer l'intérêt du bien relevant du patrimoine immobilier selon les critères définis à l'article 2, 1°, l'Exécutif peut, sur avis conforme de la commission, déclasser un bien relevant du patrimoine immobilier ou modifier la zone de protection visée à l'article 21.

L'Exécutif entame la procédure d'initiative ou à la demande :

1° de la commission;

.../...

- 2° du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le bien est situé;
- 3° de cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans au moins et domiciliées dans la région;
- 4° du propriétaire, lorsqu'au seul motif que son bien est classé ou se situe dans une zone de protection, un permis ou un certificat d'urbanisme lui a été refusé".

Article 29.

Le paragraphe 1er vise "un bien classé relevant du patrimoine immobilier", alors que le paragraphe 3 vise, non seulement un bien classé, mais aussi un bien "inscrit sur la liste de sauvegarde".

La question se pose de savoir si l'intention des auteurs du projet est de limiter l'application du paragraphe 1er et du paragraphe 2 à la seule hypothèse d'un bien classé, à l'exclusion d'un bien simplement inscrit sur la liste de sauvegarde.

Si telle n'est pas cette intention, le texte doit être revu.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 34.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 38.

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 38. Les articles 1er à 37 entrent en vigueur ...".

En effet, la disposition qui habilite l'Exécutif à fixer la date de l'entrée en vigueur de la norme législative doit être formellement exceptée de cette habilitation, car elle doit, elle, entrer en vigueur dans le délai normal d'entrée en vigueur des lois, décrets et ordonnances.

Voorafgaande opmerking.

De ontworpen ordonnantie is al voorgelegd aan de Raad van State, die er op 26 juni 1991 advies L. 20.589/9 over heeft gegeven, waarmee in ruime mate rekening is gehouden.

In het ontwerp zijn evenwel nieuwe bepalingen ingevoerd. Aan het onderzoek van die bepalingen alleen wijdt de Raad van State dit advies.

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

Paragraaf 2.

1. In de bepaling onder 1° zou het beter zijn te schrijven :

"1° Het aantal leden van de commissie mag niet minder bedragen dan twaalf en niet meer dan vierentwintig".

2. In de bepaling onder 2°, a), b), c), d), moeten de woorden "een lid gespecialiseerd" worden vervangen door de woorden "een lid met een algemeen bekende deskundigheid ...".

3. De bepalingen onder 3° en 4° zouden beter worden geredigeerd als volgt :

"3° De leden van de commissie worden door de Executieve benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van vier jaar.

4° De commissie wordt om de twee jaar voor de helft vernieuwd; de helft van de eerste aangestelde leden wordt voor een mandaat van twee jaar benoemd".

Paragraaf 3.

Het in de ontworpen tekst vastgestelde voorschrift, volgens hetwelk

"bij ontstentenis van eenparigheid het advies (bestaat) uit de weergave van alle standpunten die tijdens de werkzaamheden naar voor werden gebracht"

is niet verenigbaar met het begrip "eensluidend advies", bedoeld in artikel 12, § 3, of met het begrip "gunstig advies", bedoeld in de artikelen 15, § 1, en 28, § 1.

Bovendien is de door de ontworpen tekst vastgestelde unanimiteitsregel van die aard dat hij aanzienlijke moeilijkheden zal veroorzaken in de gevallen waarin die unanimiteit niet kan worden bereikt, waardoor de procedure dan geblokkeerd wordt.

.../...

Overigens is de unanimiteitsregel wat adviezen betreft niet in overeenstemming met het gebruik.

Het verdient dan ook de voorkeur te bepalen dat de adviezen worden gegeven bij meerderheid van stemmen of zelfs bij een gekwalificeerde meerderheid; in dat geval zou het voorschrift volgens hetwelk de afwijkende meningen worden vermeld en medegedeeld, in de tekst behouden kunnen blijven.

Paragraaf 4.

In de tweede volzin dient "onder meer" te worden geschreven in plaats van "ondermeer".

Artikel 4.

1. In het eerste lid van paragraaf 1 van de Franse tekst schrijve men : "ou sur la proposition ...".

2. Het tweede lid van paragraaf 1, dat slechts betrekking heeft op de inventaris van het onroerende erfgoed

.../...

van het Gewest (1) is gedeeltelijk een herhaling van het eerste lid van artikel 5.

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om een bijzondere procedure vast te stellen voor de bekendmaking van de inventaris, zou het beter zijn de tekst van het eerste lid van artikel 5 aan te vullen zoals hierna wordt voorgesteld en het ontworpen tweede lid van paragraaf 1 weg te laten.

Artikel 5.

1. Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 5. De Executieve bepaalt de vorm van de inventaris en van het register, de vermeldingen die erin staan, de procedure voor het opmaken en het bijhouden ervan, alsook de wijze van bekendmaken van de inventaris".

2. Het derde lid staat niet op zijn plaats in artikel 5. Voor een beter begrip van de tekst zou het erin

(1) Zo'n bepaling ontbreekt voor het in paragraaf 2 van de ontworpen bepaling bedoelde register van het onroerende erfgoed dat ingeschreven is op de bewaarlijst, dat beschermd is of dat het onderwerp is van een beschermingsprocedure.

vastgestelde voorschrift beter worden ingevoegd in artikel 4, § 1, derde lid, dat het tweede lid wordt.

Bovendien is in de tekst sprake van het "van kracht worden" van de inschrijving in de inventaris van een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve gaat het om de gevolgen bedoeld in artikel 4, § 1, derde lid, dat het tweede lid wordt. Om verwarring te voorkomen, zou het beter zijn de twee bepalingen samen te voegen en het genoemde artikel 4, § 1, tweede lid, te redigeren als volgt :

"Iedere aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning, een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundig attest met betrekking tot een goed dat in de inventaris is ingeschreven, is, zodra het uittreksel bedoeld in artikel 5, tweede lid, aan de betrokken gemeente is gezonden, gebonden aan het voorafgaande advies ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

Paragraaf 2.

Het ontworpen tweede lid bepaalt :

"De commissie brengt haar advies uit binnen negentig dagen na het verzoek. Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht ongunstig te zijn".

.../...

Het gevolg dat aldus wordt verbonden aan het stilzwijgen van een adviesorgaan is ongewoon en zelfs af te raden omdat het advies dat wordt geacht ongunstig te zijn, door geen enkele motivering gestaafd zou zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 16, § 2, tweede lid, en 28, § 2.

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven :

"Binnen dertig dagen na de verzending van die brief kan de eigenaar zijn opmerkingen betreffende het voornemen om zijn goed op de bewaarlijst in te schrijven, aan de Executieve doen toekomen bij een ter post aangetekend schrijven".

Artikel 8.

In paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "... moet met redenen worden omkleed, inzonderheid om te antwoorden op de eventuele opmerkingen van de eigenaar, en moet ...".

.../...

Artikel 12.Paragraaf 1.

Het zou beter zijn te schrijven :

"1° aan een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst
ingeschreven onroerende erfgoed de volgende werkzaamhe-
den uit te voeren :

a) ...;

...

d) het uitzicht ervan veranderen".

Paragraaf 2.

Voorgesteld wordt in de eerste zin te schrijven :

"§ 2. De vergunning vervalt indien de vergunning-
houder binnen twee jaar na de afgifte ervan niet duidelijk
van start is gegaan met de werkzaamheden waarvoor ze is
verleend".

Paragraaf 5.

1. In het vierde lid zou het beter zijn te
schrijven :

"Heeft de aanvrager geen beslissing ontvangen bij
het verstrijken van een nieuwe termijn van vijfenveertig
dagen te rekenen vanaf de verzending van de aangetekende

.../...

brief, dan mag hij zonder verdere formaliteiten overgaan tot het uitvoeren van het werk of het verrichten van de handelingen, ...".

2. De tekst van dat lid is gebaseerd op artikel 55, § 2, vijfde lid, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw.

Het zou beter zijn om, zoals in die tekst, te bepalen dat de aanvrager zich moet gedragen naar de aanwijzingen van het dossier dat hij heeft ingediend.

Voorgesteld wordt dus in fine te schrijven :

"... mits hij zich gedraagt naar de aanwijzingen van het dossier dat hij heeft ingediend, alsook naar alle andere wets- of verordeningsbepalingen die van toepassing zijn".

Paragraaf 7.

De ontworpen paragraaf 7 geeft artikel 5, § 2, weer van het decreet van 17 juli 1987 "relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française". Ofschoon uit het oogpunt van de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bij deze bepaling, die een specifiek toezicht invoert, geen opmerkingen behoeven te worden gemaakt, lijkt zij evenwel toch onvolledig. In de ontworpen tekst wordt, net zoals in het voormelde decreet

.../...

van 17 juli 1987, de uitwerking van de schorsing, waartoe door de Executieve is besloten, immers niet beperkt in de tijd en wordt ten opzichte van de geschorste beslissing ook niet voorzien in vernietigingstoezicht. Daaruit blijkt dat de schorsing, zoals zij door het ontwerp wordt geregeld, een definitieve belemmering vormt voor de uitvoering van een handeling, in dit geval die van de burgemeester die bevel geeft tot het gedeeltelijk of geheel slopen van een goed dat is ingeschreven op de bewaarlijst. Het is bovendien niet logisch de Executieve te verplichten de uitvoering te schorsen van een beslissing die gedurende de termijn waarbinnen zij uitspraak moet doen, geen uitwerking kan hebben.

Die ongerijmdheid zou kunnen worden opgeheven indien het schorsingstoezicht vervangen wordt door een vernietigingstoezicht; daartoe wordt de volgende tekst voorgesteld :

§ 7. In afwijking van de artikelen 133 en 135 van de nieuwe gemeentewet ... aan de Executieve. Die beslissing wordt uitvoerbaar na afloop van een termijn van tien dagen na ontvangst van de brief tot kennisgeving, indien de Executieve deze beslissing binnen die termijn niet heeft

.../...

vernietigd en van die vernietiging geen kennis heeft gegeven bij ter post aangetekende brief" (1).

Volgens de voorgestelde tekst, die op dat punt overeenstemt met de ontworpen bepaling, wordt alleen bedoeld op de bevoegdheid van de burgemeester om het gedeeltelijk of geheel slopen te bevelen van een bouwvallig gebouw, waarin wordt voorzien in de artikelen 133 en 135 van de nieuwe gemeentewet. De Raad van State stelt zich evenwel de vraag of dezelfde regel niet moet worden aangenomen voor de goederen die onbewoonbaar zijn verklaard krachtens de wetgeving op de huisvesting.

Artikel 15.

Om de terminologie eenvormig te maken moet in paragraaf 1, eerste lid, worden geschreven : "eensluidend advies ...".

De opmerking geldt ook voor artikel 28.

Bovendien wordt de volgende tekst voorgesteld voor paragraaf 1 :

"Art. 15. § 1. De Executieve kan na het eensluidende advies van de commissie, een goed dat tot het onroerende erfgoed

(1) De termijn voor het vervullen van die formaliteit lijkt kort. Men zou kunnen voorzien in een langere termijn.

behoort van de bewaarlijst royeren of de bijzondere voorwaarden inzake behoud waaraan dat goed is gebonden, wijzigen.

De Executieve begint de procedure uit eigen beweging of op verzoek van :

- 1° de commissie;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het goed is gelegen;
- 3° honderdvijftig personen die ten minste achttien jaar oud zijn en in het Gewest gedomicilieerd zijn;
- 4° de eigenaar, wanneer hem een stedenbouwkundige vergunning is geweigerd of hem een negatief stedenbouwkundig attest is afgegeven louter omdat zijn goed op de bewaarlijst is ingeschreven of aan bijzondere voorwaarden inzake behoud is gebonden".

In paragraaf 2 schrijve men : "vastgesteld" in plaats van "voorzien". In paragraaf 3 schrijve men : "pas" in plaats van "slechts".

Artikel 25.

Het zou beter zijn te schrijven :

.../...

"... vanaf de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de beslissing van de Executieve om die procedure te beginnen of vanaf de kennisgeving van die beslissing aan de eigenaar, tot het einde van die procedure".

Artikel 28.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 28. § 1. Indien vaststaat dat zich sinds de datum van het beschermingsbesluit nieuwe omstandigheden hebben voorgedaan waardoor de waarde van het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, vermindert volgens de maatstaven vastgelegd in artikel 2, 1°, kan de Executieve, na het eensluidende advies van de commissie, de bescherming van een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, opheffen of de in artikel 21 bedoelde beschermingszone wijzigen.

De Executieve begint de procedure uit eigen beweging of op verzoek van :

- 1° de commissie;
- 2° het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het goed is gelegen;
- 3° honderdvijftig personen die ten minste achttien jaar oud zijn en in het Gewest gedomicilieerd zijn;

.../...

4° de eigenaar, wanneer hem een stedenbouwkundige vergunning of een stedenbouwkundig attest is geweigerd louter omdat zijn goed beschermd is of in een beschermingszone ligt".

Artikel 29.

In paragraaf 1 is sprake van "een beschermd goed dat tot het onroerende erfgoed behoort", terwijl in paragraaf 3 niet alleen sprake is van een beschermd goed maar ook van een goed dat "op de bewaarlijst ingeschreven" is.

De vraag is of het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp ligt om de toepassing van paragraaf 1 en paragraaf 2 louter tot het geval van een beschermd goed te beperken, met uitsluiting van een goed dat gewoon op de bewaarlijst is ingeschreven.

Als dat niet de bedoeling is, moet de tekst worden herzien.

In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men aan het begin van de eerste volzin : "In het geval dat ...".

Artikel 34.

In paragraaf 2, vierde lid, schrijve men : "aannemer" in plaats van "ondernemer".

.../...

Artikel 38.

Men schrijve :

"Art. 38. De artikelen 1 tot 37 treden in werking ... en uiterlijk op 1 oktober 1992".

De bepaling die de Executieve machtigt om de datum van inwerkingtreding van de rechtsregel vast te stellen, moet immers uitdrukkelijk van die machtiging worden uitgesloten omdat die bepaling zelf in werking moet treden binnen de normale termijn voor inwerkingtreding van de wetten, decreten en ordonnanties.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.